

Économie et gratuité font-elles bon ménage ?

Jean-Marie Harribey

Cerises, n° 59, 7 juin 2024

<https://ceriseslacooperative.info/2024/06/07/journal-de-juin-3>

Qu'est-ce que la gratuité en économie ? La question peut paraître paradoxale, car, au sens strict, la gratuité concerne les échanges qui n'ont pas de contrepartie monétaire, donc qui ne relèvent pas *a priori* de l'économie. On pense au bénévolat dans les associations, au travail domestique dans les familles ou à certaines activités de proximité non rémunérées. Par définition, cette sphère non monétaire des activités humaines n'est pas comptabilisée dans les indicateurs économiques, tel le PIB (voir encadré). Au-delà de cette sphère non monétaire existe un autre domaine qui est souvent caractérisé aussi comme gratuit, bien qu'ayant un coût de production : c'est celui des activités, certes monétaires, mais non marchandes, qui produisent des services qui ne sont pas vendus sur le marché – ils ne sont donc pas des marchandises – mais dont le coût de production est socialisé grâce à des impôts ou des cotisations sociales. Ainsi, sont non marchands le service de santé à l'hôpital public ou le service éducation à l'école publique. Le terme de gratuité employé à leur égard doit être compris dans le sens où le paiement n'est pas individuel au prorata de l'accès au service, mais qu'il est collectif. Par le biais de ce paiement collectif a lieu une certaine redistribution des revenus en faveur des plus faibles.

Ces définitions étant posées, quelles réflexions peut-on avoir sur la gratuité ? La première est vitale : sans un espace de gratuité, l'économie ne fonctionnerait pas, et *a foriori* l'économie capitaliste s'arrêterait net. En effet, si tout le travail domestique (accompli surtout par les femmes), était stoppé, aucune force de travail ne se reconstituerait pour aller travailler le lendemain. L'évaluation monétaire de ce travail serait une pure fiction mais on peut approximer le nombre d'heures de travail effectuées : dans une étude déjà ancienne, l'Insee le chiffrait à 60 milliards d'heures par an, soit moitié plus que le travail en emploi salarié ou indépendant. Et cette condition se vérifie aussi avec le travail effectué dans la sphère monétaire non marchande : sans la santé publique, l'économie s'interrompt, on l'a bien vu pendant la pandémie du Covid 19.

Une deuxième question vient alors à l'esprit : les activités monétaires non marchandes sont-elles à la charge des activités marchandes, c'est-à-dire le travail produisant de l'éducation et du soin publics est-il financé par le travail produisant des marchandises ? Oui, répondent les libéraux qui considèrent que les activités non marchandes parasitent les marchandes. Non, en réalité, les travailleurs produisant de l'éducation et du soin publics ajoutent une valeur dans l'économie. D'ailleurs, l'Insee additionne la production marchande et la production non marchande pour calculer le PIB. L'erreur du raisonnement libéral est de confondre le salaire du soignant qui est un revenu primaire (équivalent de sa valeur ajoutée comptabilisée) et le soin reçu par le malade qui, lui, est un transfert de cotisant à malade.

Au-delà de ces considérations économiques, l'espace de la gratuité, au sens strict comme dans son acception plus large, représente un enjeu de société, celui de concevoir le bien-être, la reconnaissance sociale et les rapports humains hors de l'impératif du profit capitaliste. Il pose comme sujet du débat politique essentiel celui des limites de la marchandisation et donc des limites à l'exploitation du travail et de la nature. Et sa légitimité renoue avec les intuitions d'Aristote, reprises à bon escient par l'économie politique et par Marx dans sa critique de la marchandise.

Les secrets et les non-dits du PIB

Le produit intérieur brut est la somme des valeurs ajoutées brutes dans une économie. Les valeurs ajoutées brutes sont la somme de toutes les activités monétaires, une fois déduites les consommations intermédiaires de matières premières et d'énergie. Le PIB comprend donc les activités monétaires marchandes et non marchandes, les secondes s'ajoutant aux premières et non pas retranchées à celles-ci. Les premières sont évaluées aux prix de marché, incluant salaires, profits et amortissement des équipements, les secondes, par convention, ne donnant aucun profit, ne contiennent que les salaires et l'amortissement publics. En 2023, le PIB français était de 2800 milliards d'euros, dont près de 20 % de produit non marchand. Cet indicateur est indispensable pour mesurer la totalité des revenus monétaires engendrés et distribués dans une économie, ainsi que le partage global entre salaires et profits.

Evidemment, la croissance du PIB ne dit rien de sa structure et de la qualité de la production, ni de la répartition individuelle des revenus. Vouloir sa croissance perpétuelle est une illusion dans un monde limité, mais le capitalisme a besoin d'elle pour nourrir sa dynamique d'accumulation sans fin. Aussi la critique du PIB la plus souvent entendue manque-t-elle sa cible : ce n'est pas le PIB qui est responsable de la crise écologique, ce n'est pas lui qui est l'objectif final du capitalisme ni son critère de décision. Celui-ci est le taux de profit escompté, qui, aujourd'hui, est menacé par une double crise : la productivité du travail ne progresse plus et la nature est épuisée. D'où l'avidité du capital à tout s'appropriier et marchandiser. L'extension du champ non marchand et de la gratuité vise au contraire à contraindre la logique du profit et de l'accumulation.

Enfin, dans la perspective d'un après le capitalisme, nous aurons besoin d'une pluralité d'indicateurs mettant au premier plan la qualité des productions et des conditions de travail, la réduction des inégalités et de l'emprise écologique. Ces indicateurs qualitatifs, dont certains existent déjà, ne se substituent pas aux indicateurs monétaires, ils leur donnent un autre sens.

Pour compléter, J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-riche-entier.pdf> ; *En quête de valeur(s)*, Paris, Éd. du Croquant, 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/en-quete-de-valeur-s.pdf>.